

(N° 418)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 JUILLET 1923.

Projet de loi relatif à l'emploi des langues à l'Université de Gand (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. DE BUE.

MESSIEURS,

Quatre sections ont voté le projet de loi transmis par le Sénat à la Chambre; deux l'ont repoussé par parité de voix.

* * *

Les arguments invoqués dans les sections, et en Section centrale, pour et contre le projet de loi sont, en somme, ceux exposés au cours des discussions en sections et à la Chambre, tant au cours de l'examen du projet voté par cette dernière et rejeté par le Sénat, qu'au cours des discussions qui précéderent le vote du projet qui nous est renvoyé.

* * *

Votre rapporteur, invité à déposer au plus tôt un bref rapport, se dispensera de rappeler ces discussions que nous avons d'ailleurs tous présentes à la mémoire.

Il serait difficile d'exposer une idée nouvelle, ou de produire un argument nouveau en la matière.

Il suffira de rappeler qu'aux termes des conclusions de tous les discours entendus, il a été unanimement reconnu que le droit des Flamands à un enseignement en leur langue est évident.

(1) Proposition de loi, n° 403.

(2) La Section centrale, présidée par M. TIBBAUT, était composée de MM. PECHER, POULLET, DE COSTER, SIFFER, PIÉRARD et DE BUE.

Nul au surplus ne songe à s'opposer à l'organisation de cet enseignement dès octobre 1923. D'où l'urgence d'une solution.

* *

Cet enseignement doit-il être organisé à Gand ?

Tout le monde semble d'accord sur ce point; Gand devant être considéré comme le centre, comme la capitale de la Flandre.

* *

Est-ce à l'Université de Gand telle qu'elle se constitue aujourd'hui qu'il faut organiser cet enseignement, et comment ?

* *

Faut-il flamandiser l'Université de Gand d'expression française? Faut-il le faire de telle manière que l'enseignement en français en soit exclu ?

Faut-il au contraire dédoubler les cours de façon à permettre à la fois à l'étudiant d'expression française et à l'étudiant d'expression flamande d'y prendre des grades ?

* *

Faut-il envisager la question d'un autre point de vue, et faut-il en considération du fait du dualisme linguistique existant chez nous, nous disons chez nous, en notre chère Belgique, faut-il en considération de ce dualisme linguistique exiger de nos universitaires, dans l'intérêt général qui se confond, d'ailleurs, avec leur intérêt particulier, faut-il exiger d'eux qu'ils possèdent les deux langues nationales, l'une parce que c'est la leur, la langue maternelle, la langue de chez eux, la langue des aïeux, la seconde, parce qu'elle est « l'autre langue » du pays, la langue d'autres Belges, leurs frères? Et faut-il dès lors instaurer à Gand un régime linguistique tendant à cette fin.

* *

Faut-il obtenir au moins de l'élite de la Nation la connaissance de nos deux langues nationales dont l'une éblouit par sa richesse et dont l'autre s'impose par son caractère d'universalité?

Alors qu'un universitaire flamand rougirait de ne pas posséder la langue française dont la splendeur égale celle des lettres de la Grèce et de la Rome antique, ne pouvons-nous pas espérer de l'universitaire d'expression française qu'il s'intéresse à la beauté, à la richesse de la langue de la Flandre belge toujours illustre parmi les nations par son commerce, les arts et l'industrie ?

La Chambre ne doit-elle pas consacrer ce principe qui se trouve en réalité inscrit dans le projet de loi soumis à ses délibérations. Votre Section Centrale l'a pensé.

* *

Un membre déclara voter contre le projet.

Sans doute, dit-il, le problème de l'Université de Gand doit être résolu. Mais le projet élaboré par le Gouvernement ne lui apparaît que comme un expédient, qui ne semble pas devoir faire l'apaisement. Il redoute que les luttes et les discussions ne se poursuivent aussi après que jadis.

L'échange de vues qui s'est produit au Sénat et le langage que tiennent certain nombre de journaux flamands, montrent, dit-il, que le projet suscite bien des oppositions.

* * *

Le membre critique le projet à un autre point de vue.

Quelque désirable que lui paraissent la connaissance de la langue flamande scientifique par les étudiants de Gand, dont la langue française est la langue habituelle, et la connaissance de la langue française scientifique par les étudiants qui se servent habituellement du flamand, ce membre répugne aux mesures de contrainte que prescrit à cet égard le projet.

Dans le domaine des langues un régime de liberté lui paraîtrait être davantage en harmonie avec les traditions du pays et avec de respectables susceptibilités.

Se plaçant au point de vue Wallon, il n'est pas sans redouter que les mesures de contrainte prévues ne constituent un précédent.

Qui sait, dit-il, si l'on ne prétendra pas étendre un jour aux étudiants des autres universités le régime spécial de bilinguisme imposé aux étudiants des quatre facultés de Gand?

* * *

Après avoir rencontré les raisons invoquées à l'appui de son vote par le préopinant les membres favorables au projet ont principalement fait valoir les raisons suivantes :

Le projet sans doute ne répond pas à leurs espérances. Mais quand on l'examine objectivement et sans parti pris, on ne peut méconnaître qu'il ne tienne compte dans une notable mesure, des considérations qui, au cours des discussions précédentes avaient été invoquées de part et d'autre, par les protagonistes des thèses en présence.

A ce point de vue il se présente comme une transaction et l'on sait qu'une transaction ne donne jamais satisfaction à tout le monde. Les uns réclamaient une transformation complète de l'Université de Gand, sans se refuser cependant au maintien dans les quatre Facultés d'un certain nombre de cours français qui permettraient aux étudiants flamands de garder le contact avec la littérature scientifique française et avec la langue de l'autre moitié du pays. Des autres, tout en admettant la création d'un enseignement supérieur flamand intégral à Gand, demandaient qu'aucune modification ne fût apportée à l'Université existante, de manière à maintenir en Flandre un centre scientifique de langue française.

* * *

Le projet garantit aux Flamands une université où toutes les branches de la science seront enseignées en flamand.

Il y aura désormais en Flandre un institut flamand de haut enseignement scientifique complet.

Dans l'université envisagée comme école d'enseignement professionnel pour les carrières libérales, une part importante est maintenue aux cours français.

Les idées essentielles défendues par les protagonistes des deux systèmes se trouvent donc réalisées dans le projet. Assurément la mesure et le mode de cette réalisation ne correspondent pas entièrement aux désirs de chacun des groupes en présence. C'est en cela que consiste la transaction.

Dans l'état de division de l'opinion et du Parlement, seul une transaction peut aboutir.

Or, il faut aboutir.

D'impérieuses nécessités intérieures et extérieures exigent la solution en notre pays de deux problèmes. Il faut qu'ils soient résolus. L'un de ces problèmes vous est soumis. Ces problèmes ne peuvent être résolus que dans une discipline d'Union pour le salut commun. L'Union qui sera une nouvelle fois notre force ne peut naître que de concessions réciproques. Que chacun fasse son devoir ! La Patrie avant tout. C'est dans cet esprit et dans l'espoir que la Chambre ratifiera sa décision, que votre Section centrale a voté le projet déposé par le Gouvernement, par 6 voix contre une.

Le Rapporteur,
XAVIER DE BUE.

Le Président,
EM. TIBBAUT.

(Nr 418)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 JULI 1923.

Wetsontwerp betreffende het gebruik der talen aan de Staatshoogeschool,
te Gent (1).

VERSLAG

UIT NAAM VAN DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER DE BUE.

MIJNE HEEREN,

Vier afdelingen hebben het wetsontwerp goedgekeurd, dat door den Senaat aan de Kamer werd overgemaakt; twee hebben het, bij staking van stemmen, verworpen.

* * *

De argumenten, die men in de afdelingen en in de Middenafdeeling heeft doen gelden voor en tegen het wetsontwerp, zijn feitelijk die welke in den loop van de besprekingen in de afdelingen en in de Kamer werden ontwikkeld, zoowel bij het onderzoek van het wetsontwerp door de Kamer aangenomen en door den Senaat verworpen, als tijdens de behandelingen die aan de stemming voorafgingen over het ontwerp dat ons werd overgemaakt.

* * *

Uw verslaggever, die verzocht werd zoo spoedig mogelijk een bondig verslag in te dienen, zal zoo vrij zijn niet terug te komen op deze behandelingen die ons allen nog voor den geest staan.

Het ware moeilijk eene nieuwe gedachte uiteen te zetten, of een nieuw argument aan te voeren.

(1) Wetsvoorstel, nr 403.

(2) De Middenafdeeling was samengesteld uit de heeren TIBBAUT, voorzitter, PECHER, POULLET, DE COSTER, SIFFER, PIÉRARD en DE BUE.

Het zal volstaan in herinnering te brengen dat al de redevoeringen tot dit besluit kwamen, dat de Vlamingen onbetwistbaar recht hebben op een onderwijs in hunne taal.

Niemand denkt, er trouwens, aan zich tegen de inrichting van dit onderwijs vanaf October 1923 te verzetten. De oplossing van het vraagstuk is dus dringend.

*
* .

Moet dit onderwijs te Gent worden ingericht?

Iedereen schijnt het daarover eens; Gent moet inderdaad worden beschouwd al het middenpunt, de hoofdstad van Vlaanderen.

*
* .

Moet dit onderwijs aan de Gentsche Universiteit worden ingericht zooals zij thans bestaat, en hoe moet dit geschieden?

*
* .

Moet de Fransche Universiteit te Gent worden vervlaamscht? Moet dit derwijze geschieden dat het Fransch onderwijs uitgesloten wordt?

Moeten integendeel de cursussen worden gesplitst zoodat de Franschsprekende student en de Vlaamschsprekende student aldaar hunne graden kunnen halen?

*
* *
*

Moet het vraagstuk onder een anderen hoek worden beschouwd, en moet men, gelet op de tweetaligheid die bij ons bestaat, wij zeggen bij ons, in ons geliefd België, van onze universitaireren, in het belang van de gemeenschap, dat trouwens hun eigen belang is, eischen dat zij de beide landstalen zouden kennen; de eerste omdat het hunne taal is, de moedertaal, de taal van thuis, de taal der voorvaderen, — de tweede omdat het de « andere taal » van het land is, de taal der overige Belgen, hunne broeders? En moet men dus te Gent een taalstelsel invoeren dat zulken uitslag beoogt?

*
* .

Moet men, ten minste van de keur der Natie, bekomen dat zij beide landstalen zou machtig zijn, waarvan de eene door haren rijkdom verblindt en de andere zich door haar wereldkarakter opdringt?

Vermits een universitair zou blozen over zijne onbekendheid met de Fransche taal, wier luister dien van de Grieksche en Latijnsche letterkunde evenaart, zoo mogen wij wel verwachten van den Franschsprekenden universitair dat hij belang stelle in de heerlijkheid en den rijkdom van de taal van Vlaamsch België dat steeds onder de natiën beroemd was om zijnen handel, de kunsten en de nijverheid.

Heeft de Kamer niet voor plicht dit beginsel te huldigen, dat ten grondslag ligt aan het ons voorgelegde wetsontwerp? Uwe Middenafdeeling is die meening toegedaan.

Een lid verklaarde het ontwerp niet te zullen goedkeuren.

Het vraagstuk der Gentsche Universiteit, zegde hij, moet beslist worden opgelost. Maar het ontwerp van de Regeering scheen hem slechts een lapmiddel, dat de gemoederen niet tot bedaring brengen zal. Hij vreest dat de twisten en de strijd zoo hardnekkig als voorheen zullen worden voortgezet.

Het debat in den Senaat en de taal van sommige Vlaamsche bladen bewijzen, zegde hij, dat het ontwerp veel verzet heeft uitgelokt.

* *

Het lid hekelde het ontwerp van uit een onder oogpunt.

Hoe wenschelijk hem ook de kennis schijne van de Vlaamsche wetenschappelijke taal voor de studenten te Gent, die gewoonlijk Fransch spreken, en de kennis van de Fransche wetenschappelijke taal voor de studenten, die gewoonlijk Vlaamsch spreken, toch heeft dit lid een hekel aan de dwangmaatregelen die het ontwerp dienaangaande bevat.

Op taalgebied komt hem een stelsel van vrijheid meer in eenklank voor met de overleveringen van het land en met achtenswaardige gevoelens.

Zich op het standpunt der Walen stellend, vreest hij dat de voorziene dwangmaatregelen een voorgaande mochten zijn.

Wie weet, zegde hij, of men er niet vroeg of laat aan denken zal tot de studenten der overige Universiteiten het bijzonder tweetalig stelsel uit te breiden, dat aan de studenten der vier faculteiten te Gent wordt opgelegd?

* *

Na de redenen te hebben weerlegd, die het achtbaar lid tot staving zijner stemming had doen gelden, hebben de leden, die voor het ontwerp gewonnen zijn, volgende beschouwingen in het midden gebracht :

Gewis, beantwoordt het ontwerp niet aan hunne verwachtingen. Maar wanneer men het objectief en onbevooroordeeld beschouwt, dan kan men niet ontkennen dat het in ruime mate rekening houdt met beschouwingen waarop, in den loop van de vorige besprekingen, voor- en tegenstanders zich hadden beroepen.

In dit opzicht, doet het ontwerp zich als eene minnelijke schikking voor en men weet dat zulke schikking nooit eenieder voldoet. De eenen vragen een volledige vervlaamsching der Gentsche Universiteit, zonder nochtans zich te verzetten tegen het behoud, in de vier faculteiten, van een zeker aantal Fransche cursussen die de Vlaamsche studenten in voeling zouden houden met de wetenschappelijke Fransche letterkunde en met de taal van het overige gedeelte van het land. De anderen, ofschoon zij vrede hebben met de oprichting, te Gent, van een volledig Vlaamsch hooger onderwijs, vroegen dat geen wijziging zou worden toegebracht aan de bestaande Universiteit, zoodat in Vlaanderen een Fransch wetenschappelijk centrum zou worden behouden.

* *

Het ontwerp waarborgt aan de Vlamingen een Universiteit waar al de takken van de wetenschap in het Vlaamsch zullen worden onderwezen.

Voortaan zal er, in Vlaanderen, een volledig Vlaamsche instelling van hooger wetenschappelijk onderwijs zijn.

In deze Universiteit, die beschouwd wordt als een beroepsschool voor de vrije beroepen, wordt een belangrijk gedeelte Vlaamsche cursussen behouden.

De hoofdgedachten, door de voorstanders van beide stelsels verdedigd, vinden hare verwezenlijking in het ontwerp. Gewis beantwoorden de maat en de wijze van deze verwezenlijking niet geheel aan de verzuchtingen van beide groepen. Daarin bestaat juist de minnelijke schikking.

In den stand van verdeeldheid van de openbare meening en van het Parlement, kon enkel eene dading eene oplossing brengen.

En eene oplossing is volstrekt noodzakelijk.

Dringende binnenlandsche en buitenlandsche behoeften vergen in ons land de oplossing van de twee vraagstukken. Het is noodzakelijk dat zij worden opgelost. Een dezer vraagstukken wordt U thans voorgelegd. Zij kunnen slechts worden opgelost in één geest van tucht en Eendracht voor het heil van het gemeenebest. De Eendracht, die eens te meer onze macht zal zijn, kan slechts geboren worden uit wederzijdsche toegevingen. Eenieder doe zijn plicht ! Het Vaderland vóór alles. In dezen zin en met de hoop dat de Kamer hare beslissing zal bekrachtigen, heeft de Middenafdeeling, met 6 stemmen tegen 4, het ontwerp goedgekeurd, dat door de Regeering werd ingediend.

De Verslaggever,
XAVIER DE BUE.

De Voorzitter,
EM. TIBBAUT.